

# L'image marginalisée de « l'habitant » du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle

## *The marginalized image of the "habitant" from the XIX<sup>th</sup> to the XXI<sup>st</sup> centuries*

Sophie-Laurence Lamontagne

Volume 21, 2023

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1107017ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1107017ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise d'ethnologie

ISSN

1703-7433 (print)

1916-7350 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lamontagne, S.-L. (2023). L'image marginalisée de « l'habitant » du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle. *Rabaska*, 21, 65–87. <https://doi.org/10.7202/1107017ar>

Article abstract

*The study of habitant culture is a long story that continues to the present day. This research focuses in particular on its representation in the XIX<sup>th</sup>, XX<sup>th</sup> and the XXI<sup>st</sup> centuries. The analytical framework emphasizes critical judgements expressed about the pioneer habitant, given the overwhelmingly negative observations made about him by various commentators, whether politicians, journalists, missionaries, writers, illustrators or travelers. In their eyes, the habitant is the "Other", a figure who is unable to attain the status of farmer, let alone that of agricultural producer : he is said to be satisfied with his lot, confined in his traditions, and little interested in education or in new agricultural methods. In reality, socio-economic barriers to modernity are what accentuated these perceptions, thus bringing about the marginalization of the habitant.*

## L'image marginalisée de « l'habitant » du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle

SOPHIE-LAURENCE LAMONTAGNE

Ethnologue consultante

Étudier l'habitant oblige à en retracer la présence aux premiers jours de la Nouvelle-France alors que, comme défricheur et colon, il a bâti ce qui est devenu son lieu d'appartenance, c'est-à-dire *sa terre* qu'il a cultivée tel un « habitant ». On a pu constater, dans un précédent article consacré à l'analyse de regards croisés jetés sur lui par les observateurs de l'époque<sup>1</sup>, que déjà il n'était pas « l'habitant souhaité » en raison de son esprit de liberté et de ce qu'on a appelé son indocilité. La présente recherche prend le relais et suit son parcours jusqu'à nos jours. D'aucuns soutiendront que cet acteur de l'histoire n'existe plus aujourd'hui. Ont-ils tort ou raison ? On s'appliquera à y répondre.

Pour la période ciblée dans la présente recherche, le nombre comme la diversité des observateurs sont imposants : ils sont hommes politiques, journalistes, visiteurs, agronomes, missionnaires-colonisateurs, écrivains, illustrateurs ou encore peintres. Sans compter ces chercheurs de plusieurs disciplines qui ont analysé, sous l'angle économique, fort souvent, le mode opérationnel et la production de l'habitant sur la base du critère d'efficacité, même si le terme n'apparaît pas toujours clairement dans leur propos.

Cette richesse de points de vue a fait ressortir, plus que tout autre sous-thème, celui de la dévalorisation de l'habitant. Compte tenu de sa prépondérance, il s'imposait comme cadre d'analyse, ce qui reporte une éventuelle recherche consacrée à la valorisation, puisque celle-ci, on en convient, n'est pas pour autant exempte d'intérêt.

On verra que la représentation de l'habitant, tout comme la dénotation du mot lui-même, ont tous deux évolué de décennie en décennie, et ce, pendant toute la période étudiée. D'autres dénominations qualifiant l'habitant s'ajoutent, pour ne pas dire s'alignent les unes derrière les autres, plus on

---

1. Sophie-Laurence Lamontagne, « Regards croisés sur la représentation de l'habitant : de la Nouvelle-France au début du Régime anglais », *Rabaska*, vol. 20, 2022, p. 11-35.

avance dans le temps et plus on se dirige vers la modernité et les grandes transformations de l'agriculture. Il y aura lieu de vérifier, en cours d'analyse, si l'habitant réussit à y harmoniser son mode de vie ou si, à l'inverse, il s'en distancie, ce qui pourrait laisser poindre des regards de dépréciation sur lui.

Les questions auxquelles il faudra également répondre sont celles-ci : partant de l'image qu'on véhicule sur lui et de celle qu'il projette lui-même, comment le perçoit-on à l'extérieur comme à l'intérieur du milieu rural, et quel impact a pu avoir sur lui ce parcours historique ? Aura-t-il emprunté la voie du changement ou sera-t-il demeuré cet Autre, à l'écart de la modernité ?

Avant de creuser à fond ces questions, il importe de bien camper le mot habitant dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est là, comme on le verra, le point de départ de l'histoire de sa représentation et de la place qu'on lui reconnaît dans une société vivant sous le Régime britannique.

### **Habitants canadiens ou Canadiens français**

Dans le Québec du XIX<sup>e</sup> siècle, le mot habitant épouse différentes significations. Bien qu'il demeure dans sa dénomination première celui qui habite sur une terre et en vit, les événements politiques, économiques et migratoires le soumettent à une reformulation en constante évolution. Le mot habitant est aussi tributaire de la composition de la société, nettement répartie entre une population de descendance britannique et de l'autre française, qui vient le remodeler au fil des ans en fonction des regards, des appellations et des références identitaires et idéologiques.

Déjà, à la période de la Nouvelle-France, le mot habitant était étroitement associé à la dénomination Canadien. Ainsi, le père Charlevoix a quelques fois appelé les habitants du pays les Français canadiens, bien qu'il préférât le mot Canadiens dans ses écrits<sup>2</sup>.

Pendant la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment la période précédant l'abolition des seigneuries, les Canadiens sont majoritairement ruraux et habitants, même si une bonne partie de cette population se compose aussi de marchands et de gens de tous métiers. En 1806, quand est fondé le journal *Le Canadien*<sup>3</sup> et plus tard *la Minerve* (1826), le but n'est autre que la défense des intérêts de ceux-là mêmes qui, jour après jour, sont confrontés à la présence et à la domination anglaise, présence qui ne fait qu'augmenter en nombre avec les années. De fait, dès les années 1830, les anglophones

---

2. Notamment le *Journal historique de 1744* dans *Histoire et description générale de la Nouvelle France avec le Journal historique d'un Voyage fait par ordre du Roi dans l'Amérique Septentrionale*, Paris, Chez Rolin fils, 1744.

3. Dont la page frontispice présente une scène rurale avec l'habitant dans le vol. iv, n° 93, du 12 janvier 1834.

composent 45 % de la population et quelque dix ans plus tard les marchands britanniques possèdent 45 % du territoire seigneurial<sup>4</sup>. Les transformations politiques, sociales et culturelles de la société, tout comme la rébellion des patriotes et le *Rapport Durham*, entraînent un dénigrement du Canadien, de sa culture et de son *parler français*. En réaction, s'intensifie un sentiment identitaire nourri par les élites qui affirment être des Canadiens français et s'emploient à lutter contre l'assimilation proposée par Durham. L'habitant, que l'on nommait Canadien à la fin du Régime français, passe à la dénomination Canadien français.

À la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans le dictionnaire anglais *Oxford English Dictionary*, le mot habitant conserve sa définition plus générale et neutre ; il est « une personne originaire du Canada ou de la Louisiane<sup>5</sup> ». La réalité tout comme les perceptions au sein même de la société ne correspondent toutefois pas à cette standardisation. À la même période, le journaliste et linguiste Sylva Clapin rappelait que le mot « habitant est synonyme de Canadien-français, et ce dernier nom signifie catholique, signifie indépendance et volonté de se faire respecter<sup>6</sup> ». On peut déceler dans le rôle politique, social et ethnique que jouent ces différents sens donnés au mot habitant – et partant à celui qui l'endosse –, non seulement une affirmation de la présence française, voire sa rémanence, mais surtout son enracinement dans une culture canadienne-française symbolisée par l'habitant.

On verra dans les pages qui suivent que le mot, comme l'habitant lui-même, s'inscrivent autant l'un que l'autre dans un courant qui les désigne comme prototype et archétype de la survivance et de la continuité, ce que démontreront, à partir de la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle, les historiens, les chroniqueurs, les littéraires, les artistes et même les observateurs de passage. Cela ne se fera toutefois pas selon une appréciation toujours positive, compte tenu d'incontournables tensions sociales qui parcourent l'histoire, de la hiérarchisation des rapports, des coutumes et mentalités propres à chaque groupe en présence.

### **L'ennoblissement du mot, d'habitant à cultivateur**

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, se développe de façon plus accentuée un mouvement de prise en charge des techniques et savoir-faire de l'habitant par des spécialistes des cercles agricoles ou encore des agronomes, auxquels s'ajoute l'action plus affirmée de missionnaires agricoles<sup>7</sup>.

4. Gérald Bernier et Daniel Salée, *Entre l'ordre et la liberté. Colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec du XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1995, p. 84.

5. *Oxford English Dictionary*, vol. 5, Oxford, The Scriptorium, décembre 1898.

6. Sylva Clapin, *La France transatlantique. Le Canada*, Paris, typographie F. Plon, Nourrit et Cie, 1885, p. 153.

7. Des journaux se destinent à l'agriculture tels *Le Journal du cultivateur*, *La Gazette des*

Voilà que le mot habitant perd de sa signification pour faire une place prépondérante au mot cultivateur<sup>8</sup> qui se rattache à une idée, à un projet, que l'habitant n'oserait affronter selon les spécialistes d'agronomie de l'époque : un projet économique. Le cultivateur, en effet, représente au sein du milieu rural celui qui s'éduque aux techniques agricoles modernes ; il acquiert de la sorte un statut nettement supérieur à celui de l'habitant, celui-ci proposant l'image éculée du travailleur de la terre traditionnel qui refuse le rehaussement des connaissances et des savoir-faire. Dans les journaux, tels *La Gazette des campagnes* ou encore *Le Journal d'agriculture*, on en vient à supprimer le mot habitant au profit de cultivateur.

Cette tendance à gommer ou à diluer la portée du mot habitant se prolonge dans le temps. Dans les années 1920, lorsque le premier ministre de la province de Québec Louis-Alexandre Taschereau prononce sa conférence intitulée *L'Habitant de Québec*, à l'Empire Club de Toronto, il insiste sur son droit d'aïnesse comme « premier Canadien » et « rempart de notre nationalité<sup>9</sup> ». Les journaux de l'époque rapportent l'événement tout en dosant et rééquilibrant les mots et leur signification. La *Tribune de Sherbrooke* parle d'un beau geste de Taschereau à l'égard « de la classe des paysans, c'est[-] à[-]dire des habitants de la province de Québec », tandis que le journal *La Patrie* le remercie de son éloge de l'*habitant* que l'on appelle, écrit-on, « le cultivateur dans la province de Québec ». Le journal souligne tout de même dans sa livraison que « sous les traits de l'habitant [...] [c]'est la vraie figure, le vrai caractère et les vraies aspirations » de la province qui se dessinent<sup>10</sup>. Se décline, à travers ces lignes, une représentation confuse de l'habitant : parle-t-on du bâtisseur, héritier et transmetteur de traditions, symbole de rémanence et de référence culturelle et même morale ? ou du travailleur rural, appartenant à une « classe » de paysans ou de cultivateurs, soit une classe sociale bien caractérisée ?

### **Le mot, déterminant de l'échelle sociale**

Il semble bien que le passage au mot cultivateur ait suscité le déploiement d'un éventail de connotations pour celui d'habitant dont certaines, de nature négative ou dévalorisante, ne se sont jamais totalement effacées du voca-

*campagnes* ainsi que plusieurs almanachs, ouvrages ou traités sur l'agriculture comme le *Manuel d'agriculture* d'Édouard-André Barnard, Montréal, Eusèbe Sénécal, 1895, 534 p. Leur impact dans la population rurale, bien qu'important, se heurte malgré tout au peu de scolarisation des habitants. Les cercles agricoles dans les années 1870 ont rendu l'enseignement dirigé davantage accessible. *La Gazette des campagnes* en faisait d'ailleurs la promotion : voir *La Gazette*, 27 décembre 1870, sp.

8. Qui sera supplanté par le mot agriculteur.

9. Louis-Alexandre Taschereau, *L'Habitant de Québec, Noblesse Canadienne-française*, conférence prononcée devant l'Empire Club et le Women's Canadian Club, le 27 avril 1922, Montréal, (s. éd.), p. 13, 24.

10. *La Tribune de Sherbrooke*, 29 avril 1922, et *La Patrie*, 22 avril 1922.

bulaire québécois, telles *s'habiller en habitant* ou encore *faire l'habitant*. L'exode vers la ville et même aux États-Unis aurait, semble-t-il, contribué à la dévalorisation du mot, compte tenu du regard de dénigrement que portaient de nouveaux urbains sur leur propre passé, un thème largement abordé dans la littérature de l'époque. Le message sous-jacent se résumait souvent à ceci : est habitant celui qui s'engluie dans un mode de vie rural et traditionnel et qui persiste à y rester.

Cette image qu'on projette de l'habitant, image figée dans le temps passé ou à l'écart de la modernité qui se veut, répétons-le, dévalorisante, introduit une mesure de l'échelle sociale qui s'incarne dans le parler populaire jusqu'à nos jours. Ironie de l'histoire des mots, celui de cultivateur finira par connaître un sort semblable. À l'heure du déploiement des filières et de la professionnalisation du travail agricole, les exploitants et producteurs ne se reconnaissent plus dans cette désignation de « cultivateur ». En 1972, l'Union catholique des cultivateurs en a fait le constat ; elle s'est non seulement laïcisée, mais elle a éliminé le mot cultivateur de sa formation que l'on appelle depuis ce temps l'UPA, soit l'Union des producteurs agricoles.

De nos jours, le mot habitant recouvre à la fois l'ennoblissement et l'invisibilité. D'un côté, dans son vocabulaire, l'industrie touristique érige ce mot en message et messenger symbolique de l'écologie, puis de dernier bastion protecteur de la nature et du retour aux sources ; de l'autre, on lui redonne une signification qui, dans le passé, a toujours suscité le rejet depuis Lahontan qui écrivait<sup>11</sup> : « quand je dis paysans je me trompe, il faut dire habitants », en passant par Sylva Clapin qui soutenait : « Nous n'avons pas voulu du nom de paysans. Celui-là est bon pour l'Europe<sup>12</sup> ». Aujourd'hui, plusieurs penseurs, historiens, géographes et sociologues goment le mot habitant dans leurs écrits, lui préférant, de fait, celui de paysan. La raison en est qu'ils donnent à ce mot une définition non pas associée à un personnage, mais à un concept applicable à différentes sociétés incluant le Québec, ce qui ne pourrait être le cas du mot habitant, trop lié à sa propre représentation et sa singularité historique.

Ces couches successives de rugosité comme de vernis stylistique données au mot habitant influencent le regard et les perceptions que l'on a et que l'on véhicule sur « celui qui vit de sa terre » ainsi que l'image qu'il veut bien proposer. Du XIX<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui, cette image révèle, au fil des ans, ses ombres et sa fragilité engendrées par le passage d'un mode de vie à un mode de production, comme on le verra ci-après dans ce rappel historique.

---

11. Dans sa lettre du 2 mai 1684.

12. Clapin, *op.cit.*, p. 153.

**L'habitant, artisan de son malheur**

Plus d'une fois, les historiens tels Jean Hamelin ou Fernand Ouellet ont accusé l'habitant d'incapacité à moderniser ses techniques ou encore à s'ajuster aux aléas du marché. C'était le cas pour la période d'avant 1760 et les perceptions ne changent guère après. L'habitant devient presque responsable de la crise agricole qui sévit dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. On écrira même que « la répugnance même de l'habitant à accepter les innovations » est, en somme, « un phénomène qu'on attribuera désormais autant à une conjoncture qui le prédisposait à se replier avec agressivité sur ses traditions qu'au manque d'instruction et à sa mentalité<sup>13</sup> ». Des chercheurs comme Serge Courville, Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, pour ne nommer que ceux-ci, réfutent cette idée de responsabilité de l'habitant. Toutefois, l'idée d'incompétence, fortement ancrée, continue à nourrir les recherches si bien que cette responsabilité de l'habitant perdure, de telle sorte qu'un des premiers sociologues, Léon Gérin, qui amorce ses recherches sur l'habitant à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, n'hésite pas à écrire : « l'habitant ne forme pas ses enfants à l'initiative particulière [...] il reste plus ou moins empêtré dans ses habitudes de dépendance communautaire ; il néglige trop l'instruction, surtout celle de l'ordre élémentaire, pratique qui lui serait d'un indispensable secours pour s'élever dans l'ordre social<sup>14</sup> ». L'établissement des jeunes par la subdivision de la terre lui fait poser ce diagnostic brutal : « La race se décapite à chaque génération<sup>15</sup> ».

En ceci, le sociologue s'inscrit dans la pensée de Ouellet qui dit l'habitant peu ouvert au changement, à l'amélioration de son sort. Toutefois, Ouellet va plus loin et soupçonne l'habitant d'aveuglement volontaire. « [O]n conçoit aisément, écrit-il, que l'habitant ait cherché en dehors de lui un responsable à tous ses malheurs<sup>16</sup> ». Ces malheurs ne sont pas, loin s'en faut, nécessairement consécutifs à ses pratiques agricoles. Toutes les tensions politiques, économiques et, disons-le, ethniques entre Canadiens anglais et Canadiens français – surtout les réussites des premiers et les échecs des seconds – ne sont pas étrangères au comportement de l'habitant et à ce qu'on a défini comme « son repli ». Les soulèvements de 1837-1838, à titre

---

13. Jean Hamelin et Fernand Ouellet, « Les Rendements agricoles dans les seigneuries et les cantons du Québec : 1700-1850 », dans Claude Galarneau et Elzéar Lavoie (dir.), *France et Canada français du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, « Les Cahiers de l'Institut d'histoire », 1966, p. 103.

14. Léon Gérin, « La Famille canadienne-française, sa force, ses faiblesses. Le paysan de Saint-Irénée, hier et aujourd'hui », [1931], Collection « Les Classiques des sciences sociales », version numérique, Bibliothèque Paul-Émile Boulet, Université du Québec à Chicoutimi, p. 22. Cf. [www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html).

15. *Loc. cit.*

16. Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850, Structures et conjonctures*, Montréal, Fides, « Bibliothèque canadienne française », 1966, p. 283.

d'exemple, ont affecté autant les ruraux que les urbains et ont suscité « la méfiance et la suspicion à l'égard de l'autre<sup>17</sup> », comme l'a bien démontré Allan Greer dans son étude *Habitants et patriotes*, d'où le peu d'intérêt, il va sans dire, manifesté par les ruraux canadiens-français pour une agriculture appuyée sur le modèle anglais.

Soutenir que l'habitant ait pu être l'artisan de son propre malheur équivaut à ignorer ces tensions auxquelles s'ajoutent, de surcroît, des périodes de conditions climatiques difficiles et des infestations des cultures. En outre, il faut considérer le poids de la tenure seigneuriale au Bas-Canada ; fort souvent, elle représente une entrave à la bonne rentabilisation des terres, tout comme à l'amélioration des conditions de vie des ménages. En témoigne ainsi, après les rébellions de 1837-1838, un notaire de La Prairie lors d'une commission parlementaire. S'agissant des redevances seigneuriales, il affirme : « elles sont tellement préjudiciables aux habitants que je peux dire avec assurance que si nous avons eu une insurrection, nous devons l'attribuer à la tenure seigneuriale<sup>18</sup> ». Avec ses entrelacs linguistiques, ethniques et économiques, ce contexte particulier de rébellion a convaincu lord Durham, avant même qu'il mette pied au Canada, de proposer une solution politique radicale concernant les Canadiens français. Ils auraient à se fondre dans l'Autre et seraient forcés, par ailleurs, d'ajuster leurs pratiques agricoles aux exigences du marché anglais.

### Peu évolué

Il n'y a pas que les historiens – enfin, certains d'entre eux – qui ont dépeint l'habitant comme un homme de la terre aux prises avec sa routine et ses traditions. Plusieurs observateurs du XIX<sup>e</sup> siècle et rédacteurs de rapports de sociétés d'agriculture ont également posé sur lui un regard sévère, disant qu'il « n'a pu avoir jusqu'à présent dans son art d'autres lumières que celles qu'ont eues ses ancêtres<sup>19</sup> ». Les propos les plus cinglants qui s'inscrivent dans la pensée anglaise du moment sont ceux de lord Durham. Qu'il s'agisse de la personnalité, du travail agricole, de la nationalité même des Canadiens français, majoritairement habitants, tout concourt à ses yeux à donner l'image d'un peuple peu évolué, surtout culturellement. On a retenu de lui cette affirmation de « peuple sans histoire et sans littérature », ce qui, au fond, représente un effleurement de sa pensée par rapport à l'ensemble de ses perceptions basées à la fois sur sa cueillette d'informations préalable à

---

17. Allan Greer, *Habitants et patriotes, la rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1997, p. 168.

18. *Ibid.*, p. 233.

19. Journaux de l'assemblée législative du Bas-Canada (1819), App. D, dans Ouellet, *op.cit.*, p. 255.

son arrivée<sup>20</sup> et sur ses propres constats effectués pendant les quelques mois qu'il passe au Canada. Durham l'écrit ainsi : « Les Canadiens français ne sont que les restes d'une ancienne colonisation<sup>21</sup> ».

Pour lui, il est clair qu'ils sont voués à l'assimilation, puisqu'ils sont sans avenir. La preuve en est qu'« on ne peut guère concevoir de nationalité plus dépourvue de tout ce qui peut vivifier et élever un peuple que celle que présentent les descendants des Français dans le Bas-Canada du fait qu'ils ont conservé leur langue et leurs coutumes particulières<sup>22</sup> ». En somme, « ils forment une société vieillie ». De ses constats faits sur l'agriculture, Durham en arrive à la conclusion qu'une « race d'hommes habitués aux travaux incessants d'une rude et rudimentaire agriculture », qui occupe des portions de sol suffisantes pour subvenir aux besoins de la famille et dont la vie est restée chapeautée par les mêmes anciennes institutions, ne peut à l'évidence que demeurer « le même peuple ignorant, inactif et stationnaire<sup>23</sup> ». Lorsqu'il compare l'agriculture des uns et des autres, il affirme que l'agriculteur anglais peut faire fructifier le sol grâce à son expérience et à l'accès aux « usages les plus perfectionnés au monde » ; il rivalise ainsi « avec la ferme épuisée et négligée de l'habitant<sup>24</sup> ».

Ces écrits du *Rapport Durham* ont eu un effet miroir sur les observateurs comme sur les historiens ou sociologues qui, à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ont réaffirmé l'image d'un habitant routinier, englué dans ses habitudes et réfractaire au changement. Un être, tout compte fait, peu évolué. Ainsi, reprenant les propos de Gauldrée-Boileau qui avait étudié le paysan de Saint-Irénée en 1861-1862, Léon Gérin, on y revient, explique à son tour le peu de souci de l'habitant pour l'éducation par le manque d'ambition pour lui et ses enfants. Il écrit : « l'habitant se borne, le plus possible, à recueillir ce que la nature lui offre au lieu de chercher à agir sur elle par des procédés énergiques de culture<sup>25</sup> ». Quant aux visiteurs, il s'en trouve, telle par exemple Lady Jephson dans son ouvrage *A Canadian Scrap Book*, pour raviver cet effet miroir et remettre à l'avant-plan l'image de l'habitant canadien-français peu évolué. Dans un chapitre complet qu'elle lui consacre, elle le décrit comme un homme peu ambitieux que le progrès n'intéresse pas : une petite maison, une bonne épouse, une imposante progéniture, un peu d'argent

---

20. Il réfère souvent à des rapports qu'il a lus dont ceux du comité présidé par Andrew Stuart, comité de l'assemblée de 1826.

21. John George Lambton, comte Durham, *Le Rapport Durham*, traduit par Maurice Séguin, Université de Montréal, 1968, p. 137.

22. *Ibid.*, p. 141.

23. *Ibid.*, p. 13

24. *Ibid.*, p. 20.

25. « Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin », extrait des *Mémoires et comptes-rendus de la Société royale du Canada*, 11<sup>e</sup> série, tome IV, séance de mai 1898, p. 12.

pour sa vieillesse et sa sépulture, voilà l'habitant heureux. « Il fourmille de contentement<sup>26</sup> ».

Le passage du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle ne change guère les perceptions à l'égard d'un habitant peu évolué. Un auteur anonyme rapporte dans *Le Devoir* de 1910 qu'il y avait encore des gens qui « voyaient dans l'habitant un bon être simple et primitif, vêtu d'étoffe du pays, s'appelant 99 fois sur 100 Baptiste et parlant une langue qu'il croit être le français<sup>27</sup> ». Cette image véhiculée par une partie de la population dont le regard frôle parfois le mépris ne représente pas, cela va de soi, l'idée que se fait dans l'ensemble la société. Cependant, la récurrence d'un discours dévalorisant se poursuit dans le temps au point de soulever l'indignation de Sylva Clapin, directeur de *L'Almanach du peuple*. Dans un article publié en 1919, il s'oppose avec fermeté à l'image caricaturale dont on affuble l'habitant. S'adressant à lui, il écrit; « As-tu été assez bafoué, berné, ridiculisé sur tous les tons, depuis les temps reculés qu'on te dénomme « l'habitant<sup>28</sup> ». Pour donner la mesure de l'affront contenu dans le cliché, il rappelle cette remarque passée dans le vocabulaire usuel : « Ne fais donc pas l'habitant », qui a été trop longtemps synonyme de : « Voyons, ne sois pas mesquin à ce point-là<sup>29</sup> ».

### **Satisfait de son sort**

Que l'habitant refuse de faire éduquer ses enfants ou de participer à l'enseignement agricole a été à maintes reprises souligné dans certains journaux, dans les conférences agricoles et également par les agronomes qui participent à l'enseignement de bonnes pratiques culturales. Plus les années passent cependant, plus les pressions dites pédagogiques s'exercent sur l'habitant souvent récalcitrant pour s'adonner à la conversion des cultures et des équipements. Et pour plus d'un, la cause de cette résistance ne semble pas résider ailleurs que dans son désintérêt vis-à-vis l'éducation. Mais est-ce bien le cas ?

Pendant longtemps, le contexte n'a pas été favorable à l'éducation de la population. De fait, dans les années 1840, les terres occupées et subdivisées par le partage familial ne suffisent plus à combler les besoins : le morcellement du patrimoine foncier ne fait que diminuer les revenus et contribue à l'appauvrissement. Cette contrainte à elle seule permet de comprendre que l'éducation et l'amélioration des savoir-faire ne sauraient, en pareille circonstance, s'élever au sommet des priorités. L'émigration déjà amorcée

26. Lady Jephson, *A Canadian Scrap-Book*, London, Marshall Russell and Co Ltd, 1897, p. 8.

27. Anonyme, *Le Devoir*, 21 novembre 1910, p. 2.

28. Sylva Clapin, « La Province de Québec, ses richesses-ses ressources-son avenir », *L'Almanach du peuple de la librairie Beauchemin*, 1919 (50<sup>e</sup> année), p. 163.

29. *Loc. cit.*

depuis les années 1820 s'intensifie et plusieurs terres sont reprises par des spéculateurs, certains habitants devenant même engagés sur leur propre terre ou la terre de leur père<sup>30</sup>. En 1844, aux 20 000 ruraux déjà partis aux États-Unis, s'en ajoute un nombre équivalent de migrants. Quant à l'habitant qui demeure sur sa terre, il est endetté dans bien des cas, travaille sur un sol épuisé et voit l'intégrité de la cellule familiale se désagréger. Il se serait, a-t-on souvent écrit, replié sur lui-même. Dans *Histoire économique du Québec (1851-1896)*, Jean Hamelin et Yves Roby portent un jugement sévère sur la situation qui prévaut. Ils écrivent : « le monde rural est un monde économiquement pauvre. Il est peu productif, sans doute à cause de l'éloignement des marchés, de l'ignorance et de l'apathie<sup>31</sup> ».

Les observateurs des années 1850 ne tiennent guère des propos aptes à modifier les interprétations d'historiens tels Hamelin et Roby précisément ou encore Ouellet ou Groulx, pour ne nommer que ceux-ci. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les journaux et les rapports des sociétés d'agriculture ne font que confirmer, avec un discours dépréciatif, le portrait du travailleur des champs. Dans *Le Journal de Québec* de 1855, le propos se veut même méprisant. De l'habitant, il est dit en toute première page : « Il n'a pas d'autre amour que celui qu'il porte à sa ferme souvent petite. Il préfère à tous les lieux du monde l'endroit où il est né quoiqu'il y vive parfois très mal [...] Ses désirs ne s'éloignent jamais du coin du feu, son imagination est bornée par les clôtures de son domaine [...] Le manque d'esprit de progrès et d'amélioration ne vient pas à son intelligence<sup>32</sup> ».

Ces remarques, peu conformes à l'éthique journalistique, prennent leur source dans les comparaisons souvent effectuées entre un dynamisme anglais et un conservatisme canadien-français. Selon cette approche, l'habitant, peu éduqué, n'est pas ce représentant d'une agriculture raisonnée, capable de répondre aux exigences du marché, mais bien l'Autre, l'inadapté au contexte et à l'évolution de l'économie. La société d'agriculture de Beauharnois, pourtant destinée au rehaussement de la productivité agricole par l'organisation de fermes modèles et de différents concours agricoles, emboîte le pas à ces perceptions et n'hésite pas à catégoriser les modes de culture selon deux systèmes, l'anglais et le français. « Le principe fondamental de l'agriculture anglaise, souligne-t-on dans le rapport de la société, est l'amélioration du sol conformément aux systèmes les plus approuvés [...] Le système canadien-français, au contraire, implique le principe (si l'on

30. L'agronome Firmin Létourneau, dans son *Histoire de l'agriculture (Canada-français)*, Montréal, Imprimerie populaire, 1959, rend compte au fil des pages de ce problème qui conduit à l'appauvrissement.

31. Hamelin et Roby, *Histoire économique du Québec (1851-1896)*, Montréal, Fides, 1971, p. 22.

32. *Journal de Québec*, 12 juillet, 1855, 13<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 80, p. 1.

peut s'exprimer ainsi) de la détérioration du sol. La conséquence est que le cultivateur canadien, après quelques années d'exploitation, trouve son sol épuisé et est lui-même appauvri<sup>33</sup> ».

Devant ces propos, on ne peut que s'interroger sur ces procédés de comparaison anglais/canadiens-français constamment nourris et entretenus, au point de maintenir l'habitant et sa représentation dans l'anti-performance aux yeux de tous. Que les engrais soient peu ou pas utilisés (encore faut-il avoir suffisamment d'animaux), la rotation des cultures mal effectuée, les nouvelles variétés culturales non consommées, induisent tout autant, semble-t-il, une situation qui ferait de la pauvreté, non pas la conséquence du sous-développement économique de l'habitant, comme le soutiennent certains observateurs de l'époque, mais sa cause. Une hypothèse que se refusait à considérer l'élite laïque et le clergé de l'époque qui voyaient l'état de pauvreté « de plus en plus comme la conséquence de l'irresponsabilité et du vice des individus [...] Elles s'entendaient pour reconnaître l'existence d'une inégalité entre les hommes qui ne naissaient pas tous égaux<sup>34</sup> », tout en les rendant responsables de leur situation.

Tel était l'indiscutable ordre des choses comme l'a fort bien démontré la recherche de Colette Pomerleau sur l'idéologie de la pauvreté de l'élite canadienne-française. La première moitié du XX<sup>e</sup> siècle n'échappe pas à cette pensée d'une pauvreté consécutive à l'irresponsabilité des individus. Chez l'habitant, pourtant, différents facteurs explicatifs suggèrent une prise en compte de conditions de travail obligeant à faire un choix, somme toute rationnel, comme le démontre le député libéral Sylvestre lors d'un débat à l'assemblée législative du Québec en 1947. Il dévoile un pan de la réalité du monde rural qu'il décrit avec toute l'expérience familiale qui est la sienne, puisqu'il est lui-même fils de cultivateur-commerçant. Selon lui, la pauvreté qui sévit dans les campagnes s'explique par la coexistence de deux groupes distincts en milieu rural : la classe des commerçants, incluant les jardiniers-maraîchers, et celle des cultivateurs qui « professent exclusivement le métier agricole ». Les conditions de travail difficiles de ces derniers exigeraient la présence de tous les membres de la famille. Ainsi, de façon générale, l'habitant « doit faire cet ultime sacrifice de ne pas faire éduquer ses enfants<sup>35</sup> ».

Cet aspect qu'on pourrait aussi appeler un critère d'évaluation de la résistance à l'éducation, ou plus largement résistance au changement, ne

33. *Rapport de la Soc. d'agriculture de Beauharnois*, p. 138 ss, cité par Hamelin et Roby, *op. cit.*, p. 7.

34. Ce regard de l'élite d'ailleurs partagé par le clergé est fort bien analysé par Colette Pomerleau dans « L'Idéologie de la pauvreté chez l'élite canadienne-française du XIX<sup>e</sup> siècle (1850-1900) », mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université du Québec, septembre 2006 p. 124, 130.

35. Débat de l'Assemblée législative, mardi 6 mai 1947, « Débat sur le budget 1947-1948 », p. 861.

semble pas avoir été analysé avec rigueur, du moins en ce qui contraint l'habitant à être « différent » à l'intérieur même du monde agricole. Ici l'altérité se pose en termes d'écart visuellement perceptible, soit celui qui n'est pas au même stade que le cultivateur ou cultivateur-commerçant. Ce critère de pauvreté, dès lors qu'on le prend en considération, oblige à tenir compte de l'impérieux souci des chefs de famille de faire une gestion des biens et des revenus afin de répondre aux besoins les plus élémentaires de la famille. En conséquence, cela exclut toute conversion technologique ou rehaussement des connaissances et capacités exigeant un quelconque endettement ou un quelconque raccourci du temps de travail. Il en ressort, à titre d'effet-impact, cette image de l'habitant peu enclin à améliorer son sort par l'éducation et sur lequel on placarde encore trop facilement le souvenir de la Guerre des éteignoirs<sup>36</sup>. La pauvreté condamne finalement l'habitant à être cet Autre au sein même de sa communauté.

### **La pesanteur des regards**

S'il convient d'admettre que ces observateurs qui posent un regard sévère sur l'habitant ne sont pas tous dans l'erreur face à la sous-production des sols et à des savoir-faire non tournés vers la modernisation technique, il reste vrai de dire, même lorsqu'il présente une condition économique acceptable et des revenus aptes à assurer le bien-être de sa famille, que la représentation de l'habitant demeure celle d'un routinier, ancré dans les méthodes traditionnelles, apathique, satisfait de son sort, insensible à l'éducation et au changement. En d'autres mots, celui qui réussit à maintenir son patrimoine foncier, voire à le faire progresser – car il y en a –, souffre des mêmes perceptions négatives, autant dans le regard de plusieurs de ses contemporains qu'au niveau des recherches historiques. Au cours des années 1980, Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot se sont penchés sur cette « vision caricaturale de l'historiographie » qui contribue au dénigrement de l'habitant. Ils soutiennent à l'instar d'un Serge Courville ou d'un Gérard Bouchard, par exemple, que l'habitant a su élaborer une stratégie de maintien et de progression de son patrimoine foncier selon une logique qui correspond à un modèle rationnel. Se côtoient, de la sorte, selon les diverses approches historiques, l'idée de résistance au changement, par rapport à celle d'une résistance aux pressions exercées de l'extérieur pour l'uniformisation des cultures à des fins de production de type capitaliste. Il y aurait donc, si l'on résume bien leur pensée,

---

36. Au début des années 1840, et plus particulièrement à la suite de l'adoption de la loi de 1846 qui crée une contribution obligatoire pour le soutien des écoles élémentaires, les habitants refusent de payer la taxe scolaire nouvellement mise en place. La contestation tourne à la violence en 1850 et quelques écoles sont incendiées. Le paiement de la taxe revenait à la population, majoritairement formée d'habitants, alors que les seigneurs ne payaient presque rien.

différents modèles à l'intérieur desquels doit être *inclus* et non *exclu* celui exploité par l'habitant.

La vision caricaturale dont parle Paquet et Wallot au regard de l'historiographie s'inscrit dans tout un éventail de sources et de témoignages où sont finalement puisés les matériaux de recherche de plusieurs autres disciplines. Cela s'étend à la littérature, à la chanson traditionnelle, telle « Je ne veux pas d'un habitant », comme également à la peinture et à la caricature, ce qui inclut les illustrations de journaux satiriques très nombreux à partir des années 1850.

### **L'image déformée de l'habitant**

D'entrée de jeu, il convient de souligner que le stéréotype de l'habitant dans les journaux, les publications populaires ou encore dans les almanachs va revêtir plus d'une représentation. De même, elle ne se limitera pas strictement à cette image désobligeante qui insinue une hiérarchisation sociale ou suppose un regard de domination sur un conquis pauvre, aux allures rustres et à l'intelligence limitée. La presse satirique qui connaît un grand succès dès la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle, et dont la ville de Québec se fait le promoteur avec ses vingt-cinq publications entre 1850 et 1867 (par rapport à dix à peine pour Montréal), y dépeindra l'habitant astucieux, fin renard, aux opinions politiques basées sur la logique « du gros bon sens ». Cette représentation de l'habitant a toutefois son revers de médaille. Il est aussi dépeint comme bêtement perdant, pauvre aux vêtements élimés, visuellement ridicule et certaines fois malicieusement placé au bas de l'échelle sociale.

On retiendra ici, à titre d'exemple, cette caricature de Bowell, cinquième premier ministre du Canada, représenté par un habitant à la ceinture fléchée se demandant comment sauver sa vache devenue squelettique, celle-ci symbolisant l'état lamentable de l'économie du pays. Bowell ne projette pas une image politique positive, loin de là ; il cause l'insatisfaction de son cabinet pour sa gestion inefficace et est finalement forcé de démissionner. Le dépeindre en habitant renforce l'idée de déchéance, d'incompétence au travail et du peu de souci pour ce qui est sous sa responsabilité, symbolisé par la vache famélique.

Du côté anglophone, l'image du Paddy, cet Irlandais aux comportements ridicules popularisé en Angleterre et dont la caricature a été exportée au Canada, se retrouve dans le journal *Morning Leader* de Régina en 1912. Ce personnage, tout droit tiré des classes laborieuses de la société d'alors, montre un visage simiesque, a le dos courbé et se couvre d'une rusticité qui ne saurait répondre aux codes anglais du savoir-vivre. Puisqu'il subit les mêmes préjugés que l'habitant, le Paddy y est étroitement associé, et cela, à un point tel que ces deux figures, comme le montre l'étude de Florence

Rousseau, « se confondent jusqu'à incarner une seule figure stéréotypée<sup>37</sup> ». Ce constat s'appuie sur l'intention manifeste du caricaturiste de faire de l'un le parent de l'autre en le revêtant du costume de l'habitant. Pire encore : l'un est l'Autre. Le stéréotype, en ce cas précis, traverse tout l'espace canadien, de Régina jusqu'au Québec, pour bien marquer, de façon symbolique, l'étendue du pouvoir anglais sur les « subordonnés », soit les habitants canadiens-français et leurs semblables, les immigrants irlandais.

Enfin, un double tableau de Kriehhoff met en évidence, par la thématique qu'il sous-tend, le mépris d'une certaine élite canadienne-française pour l'habitant et, corollairement, comme on l'a précédemment souligné, envers la pauvreté jugée comme une *inégalité normale* par les élites canadiennes-françaises. Dans un premier tableau, *Pour l'amour du bon Dieu*, l'habitant demande l'aumône à la maison d'un résident visiblement aisé ; dans un second tableau, *Va au diable*, il quitte mécontent le pas de la porte après avoir essuyé un refus. Nous ne sommes plus dans la caricature, mais dans la transposition picturale d'un rapport élite/peuple et richesse/pauvreté que Kriehhoff exprime par cette plaque apposée sur la porte de la résidence sur laquelle est inscrit : « Morin avocat ». Difficile ici d'ignorer, avec la prise en compte de la pertinente recherche de Colette Pomerleau citée précédemment, le message qui émane de ces deux œuvres, ne serait-ce que la dépréciation qu'elles suggèrent face à la pauvreté symbolisée, dans le cas présent, par l'habitant.

Il convient toutefois de se demander quel rapport avec le réel entretient cette scène et quelle crédibilité elle apporte aux perceptions de l'artiste. Kriehhoff, il est vrai, donne souvent de l'ampleur à ses personnages, pour la plupart des habitants, ce que soulignent à gros traits les historiens et critiques d'art tels Gérard Morisset et Jean Chauvin. Selon leur analyse, ses œuvres ne répondent en rien aux canons de la peinture traditionnelle. Au surplus, les thématiques abordées demeurent pour eux « paysannes<sup>38</sup> » et surtout font « gens du peuple » comme le souligne Chauvin<sup>39</sup>. Il y aurait finalement chez cet artiste « un manque de noblesse<sup>40</sup> ». Partant de ces considérations, on en arrive à conclure que l'habitant de Kriehhoff, comme Kriehhoff lui-même,

---

37. Florence Rousseau, « Du Paddy à l'habitant : diffusion d'un code caricatural dans la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle, une perspective transnationale », *Variations*, Dialogues n° 1, novembre 2015, Québec, Musée de la civilisation, s.p.

38. Gérard Morisset, dans *La Peinture traditionnelle au Canada français* (Montréal, Cercle du livre de France, 1960, p. 143-145), cumule les propos peu élogieux sur Kriehhoff pour montrer le peu de prestance de son œuvre.

39. Cité dans Raymond Vézina, « Kriehhoff, Cornelius », dans *Dictionnaire biographique du Canada, volume X, (1870-1880)*, Université Laval/University of Toronto, 2003. Cf. [www.biographi.ca/fr/bio/kriehhoff\\_cornelius\\_10F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/kriehhoff_cornelius_10F.html).

40. Morisset, *op. cit.*, p. 146, écrit qu'il a eu des imitateurs et que « ces imitations dépassent parfois les originaux à cause d'une certaine noblesse que Kriehhoff a rarement recherchée ».

subissent une commune dépréciation, le premier parce qu'il fait *petit peuple*, l'autre pour l'avoir fait connaître sous un jour peu enviable, livrant ainsi le message d'une société demeurée paysanne.

Or, Marius Barbeau, à qui l'on doit l'imposante recherche sur la vie de l'artiste<sup>41</sup>, demeure celui qui a le plus étudié les scènes de la vie quotidienne présentées dans ses œuvres. De fait, envisagé sous l'angle ethnologique, la représentation de l'habitant chez Krieghoff ainsi que son caractère *vraisemblable* ne résident pas tant dans l'analyse des canons de la peinture traditionnelle que dans la thématique puisée à même une réalité qui n'exclut pas, d'autre part, une interprétation issue du regard de l'artiste.

Quant aux éléments introduits dans la composition des tableaux de Krieghoff, il semble bien qu'ils soient fidèles au réel comme le montre l'ethnologue Monique Genest-Leblanc<sup>42</sup> qui a scruté et analysé pas moins de cent soixante-dix tableaux avec le souci de les confronter aux écrits d'observateurs de l'époque. Elle en déduit qu'il a su transposer avec exactitude ce qu'il avait sous les yeux. De même, Marlène Grenier, dans son imposante recherche sur les artistes immigrés au Canada au XIX<sup>e</sup> siècle, conclut que Krieghoff, dans ses tableaux, « reproduit les éléments et l'ambiance le plus exactement possible<sup>43</sup> ». Ainsi donc, il est permis d'émettre l'hypothèse que Krieghoff a mis autant de vraisemblance dans la scène qu'il donne à voir qu'il en a mis dans le détail des éléments de composition des tableaux *Pour l'amour du bon Dieu* et *Va au diable*. En outre, ce qui ajoute une autre possibilité de concordance avec le réel, réside dans le fait qu'il « cacherait quasi toujours un brin de morale destiné à faire réfléchir<sup>44</sup> » dans ses œuvres. Peut-être, en effet, a-t-il voulu susciter une réflexion sur le contraste social riche/pauvre dont on sait qu'il a été particulièrement criant à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

### **La mise en récit du stéréotype**

La littérature, finalement, n'est pas en reste en ce qui concerne la dévalorisation de l'habitant. Louis Fréchette, par exemple, avec sa série de récits *Les Contes de Jos Violon*, fait de la condition d'habitant un ridicule de circonstance dans *Le Diable des Forges*, ou encore dans *Titange*. Dans les deux cas, il fait dire à ses personnages, pourtant tous tirés du milieu rural, « voyons

---

41. Marius Barbeau, *Cornelius Krieghoff: Pioneer Painter of North America*, Toronto, Macmillan Company of Canada, 1934, 152 p.

42. Monique Genest-Leblanc, « Krieghoff et les ceintures fléchées », *Rabaska*, vol. 8, 2010, p. 69-75.

43. Marlène Grenier, « Les Artistes propagateurs de l'idéal allemand en art pictural et en sculpture au Canada au XIX<sup>e</sup> siècle », partie 1 (texte), mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, Département d'histoire, décembre 1996, p. 63.

44. *Ibid.*, p. 64.

faites pas l'habitant, monsieur Jos<sup>45</sup> ». Comme si un décalage socialement acceptable existait entre le locuteur et le destinataire. Par ailleurs, deux romans de la terre des années 1930, reconnus comme des classiques, campent également la représentation de l'habitant de façon dépréciée dans le récit. Ainsi, dans *Le Déserteur*, Claude-Henri Grignon met en scène un père et son fils bachelier bien décidé à devenir cultivateur plutôt que notaire ou médecin. En apprenant la nouvelle, le père « tombe dans la plus grande violence [...] J't'casserai les reins avant, mauvais fils [...] Un habitant ! un habitant<sup>46</sup> ». On assiste ici au désarroi du père, lui-même habitant, devant l'échec de la mobilité sociale souhaitée pour son fils, mobilité qui aurait rehaussé le statut de toute la famille.

Enfin, Ringuet, dans *Trente arpents*, raconte l'arrivée du paysan Moisan en ville, l'air perdu. Penchée à la fenêtre, Violette qui le regarde lui indique la station de train puis se retourne, soudainement interpellée. S'amorce alors le dialogue suivant : « Dis-donc Violette, qu'est-ce qu'i voulait c't'habitant-là ? – Oh ! C'est un espèce d'épais qu'était perdu. – Ça devait être un épais de par chez-vous. – I'avait d'l'air assez bête pour ça<sup>47</sup> », finit par dire Violette. Cette dévalorisation de l'habitant n'est pas fortuite chez Ringuet. S'il respecte le genre roman de la terre, il n'en demeure pas moins peu enclin à valoriser la vie de l'habitant et se disait agacé par « une mystique de la paysannerie qu'on faisait servir aux objectifs de la colonisation<sup>48</sup> ». On a même souligné « son aversion pour l'idéalisation de la vie des habitants<sup>49</sup> ». Pour les critiques, le débat porte sur un point précis : il « vise à déterminer si les paysans de Ringuet trahissent l'image des paysans québécois, les représentent, ou encore en forment une caricature<sup>50</sup> ».

Contrairement à Ringuet, Claude-Henri Grignon n'entretient pas le même rapport à la terre. Il a toujours été attaché aux valeurs traditionnelles et tout particulièrement au monde rural. Ses œuvres, notamment l'une des plus célèbres, *Un homme et son péché*, sont reconnues pour leur « réalisme sans compromis<sup>51</sup> ». Aussi, ce rapport entre le père et le fils dans *Le Déser-*

45. « Voyons faites pas l'habitant, monsieur Jos : venez danser ce cotillon-là avec moi », dans « Le Diable des Forges », p. 66 ; ou « Voyons, faites donc pas l'habitant, père Jos. Qu'y reprend. Tenez, je m'en vas vous raconter comment que ça se trime c't'affaire-là », dans « Titange », p. 21 ; dans Louis Fréchette, *Les Contes de Jos Violon*, [1974], La Bibliothèque électronique du Québec, Collection *Littérature québécoise*, vol. 4 : version 2.5, s.d.

46. Claude-Henri Grignon, *Le Déserteur et autres récits de la terre*, Montréal, Les Éditions du Vieux chêne, 1934, p. 155.

47. Ringuet, *Trente Arpents*, édition critique par Jean Panneton avec la collaboration de Roméo Arbour et Jean-Louis Major, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1991, p. 387.

48. Daniel Chartier, « Trente Arpents. La consécration française », dans *L'Émergence des classiques*, sous la dir. de Daniel Chartier, Montréal, Fides, coll. « Nouvelles études québécoises », 2000, p. 145.

49. *Ibid.*, p. 141.

50. Chartier, *op. cit.* p. 170.

51. David Décarie, « Romans de la terre » dans Pierre Hébert et al., *Atlas littéraire du Québec*,

teur nous interpelle-t-il, non sans raison : voilà un personnage se percevant lui-même comme un habitant et qui refuse de voir son fils tomber dans une telle déchéance, si bien qu'envahi par la colère il veut brûler sa terre – « je la brûlerai jusqu'au cœur avant<sup>52</sup> » – plutôt que de la lui céder. Si l'habituel « réalisme sans compromis » de Grignon demeure toujours pertinent, la portée du propos de ce segment du récit – bien que globalement l'histoire se termine de façon très positive – traduit et confirme une certaine pensée populaire dépréciative à l'égard de l'habitant.

Pour ce qui est de Fréchette, *Les Contes de Jos Violon*, il faut le souligner, sont à l'opposé de sa constante recherche d'une narration et d'une poésie à la Victor Hugo. Le regard qu'il pose sur les personnages qui auraient traversé sa mémoire de jeunesse, dont Jos Violon, sont aussi à des années lumières de sa vision d'un bon habitant, c'est-à-dire de son père qui, lui, aurait amélioré son statut social. « Dans l'humble condition où il est né, dans le rang modeste où il a vécu, il a toujours fait honneur à ses affaires, [...] s'est élevé lui-même tous les ans d'un échelon dans la considération de son entourage<sup>53</sup> ». Pour donner un caractère populaire et « campagnard » à ses *Contes de Jos Violon*, il contraint son personnage à « une naïveté à la limite du risible », tout spécialement quand celui-ci déforme les mots, une forme d'expression langagière qui vise à montrer son manque d'éducation et qui « appelle à la moquerie<sup>54</sup> », soutient Émilie Prévost dans son analyse des *Contes* ; elle conclut que « le héros populaire demeure désavoué et ridiculisé<sup>55</sup> ». De la sorte, plutôt que de laisser Jos Violon jouer son propre rôle – puisqu'il a véritablement existé –, Fréchette le rétrograde à celui d'habitant dans certains dialogues lorsqu'il se rend ridicule ou lorsqu'il ne peut se prêter à ce qu'on lui demande.

Faut-il s'étonner que Fréchette ait préfacé l'ouvrage de William Henry Drummond, *The Habitant and Other French Canadian Poems*, dans lequel le ridicule et la déformation de mots caractérisent le personnage de Johnnie Courteau ? Un ouvrage vertement critiqué dans *L'Almanach du peuple* de 1913 en raison de cette caricature de l'habitant offerte au lectorat anglophone. L'auteur anonyme y écrit : « il est de notre devoir de repousser énergiquement au lieu d'accueillir complaisamment ces tentatives pour nous

Montréal, Fides, 2020, p. 101.

52. Grignon, *op.cit.*, p. 154.

53. Louis Fréchette (1839-1908), *Mémoires intimes*, La Bibliothèque électronique du Québec, Collection *Littérature québécoise*, vol. 131 : version 1.0, p. 17.

54. Émilie Prévost, « Les Contes de Noël au Québec de 1859 à 1940 : entre tradition et modernité », mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, Études françaises (littérature et culture), 2019, p. 74.

55. *Ibid.*, p. 76.

ridiculiser gratuitement<sup>56</sup> ». Cela dit, Drummond appréciait malgré tout la culture canadienne-française et les valeurs traditionnelles du terroir ; mais il n'avait sans doute pas saisi, depuis les référents culturels irlandais qui étaient les siens, toute la fragilité de la culture traditionnelle rurale et, plus encore, l'âme des habitants.

Cette tendance à la dépréciation de l'habitant qu'on a pu constater chez différents observateurs du XIX<sup>e</sup> siècle aurait donc subi un glissement vers la caricature des journaux, la peinture et son interprétation, la chanson ainsi que la littérature, comme s'il s'agissait d'un effet d'entraînement. De ces quelques exemples choisis parmi tant d'autres, il importe de retenir une représentation de l'habitant imprégnée d'un comportement et d'une mentalité qui le singularise, le montre comme celui qui, même dans son milieu rural, se veut différent de la collectivité. Une forme d'altérité, comme l'a expliqué le spécialiste de la géographie sociale Angelo Turco dans sa réflexion sur ce concept<sup>57</sup>, qui consiste à voir l'Autre au sein de la civilisation comme étant à un stade moins avancé.

### **Le destin de l'habitant**

En 1921, la population rurale cède sa place. Elle devient moins nombreuse que la population urbaine. Le taux de ruralité vient de passer de 60 % à 44 %. Les campagnes ont perdu des gens de la terre. Plusieurs se sont exilés aux États-Unis et n'en reviendront plus. Ils forment là-bas un petit Canada. D'autres ont choisi les usines et les manufactures de la ville pour s'assurer un gagne-pain. Devant cet exode, le clergé et l'État multiplient les efforts pour ramener les exilés à la culture du sol, et partant à la protection et à la sauvegarde des bonnes mœurs et de la foi. L'agriculturisme se fait insistant. Après la Grande Guerre et jusque dans les années 1940, le retour à la terre se fait dans des conditions difficiles. Les zones de colonisation sont souvent peu fertiles, les arrière-pays mal développés au point de vue des communications terrestres, les cultures peu rentables et souvent palliées, dans bien des cas, par d'autres activités économiques d'appoint : coupe du bois, travail dans les mines, entretien des chemins. Les revenus des ménages se maintiennent à peine au-dessus du seuil de pauvreté. Ce portrait d'ensemble décrit un mouvement de colonisation encouragé, malgré les embûches, par les missionnaires-colonisateurs officiels<sup>58</sup>. Désormais, le peuplement des

56. Anonyme, « Le Dr. Drummond et le parler de l'habitant », *Almanach du peuple*, 1913, p. 321. Hans-Jürgen Lüsebrink, dans « *Le livre aimé du peuple* » *Les Almanachs québécois de 1777 à nos jours* (Québec, Presses de l'Université Laval), croit que cet auteur anonyme n'est nul autre que Sylva Clapin, p. 218-219.

57. Angelo Turco, « Altérité », dans Jacques Lévy et Michel Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 58.

58. Avec rémunération de l'État. Duplessis y met fin en 1936.

nouvelles terres sous supervision de l'Église et de l'État s'effectue par des colons : se dessine alors le destin de bon nombre de fils et filles d'habitant, de familles fuyant le chômage des villes ou encore de groupes convaincus par le clergé ou des agents de rapatriement de quitter les États-Unis pour répondre à l'appel du sol.

Maints efforts sont consentis pour faire de la colonisation un mode de vie, mais sans succès. Les programmes mis en place par les deux paliers de gouvernement, qu'il s'agisse du plan Gordon (fédéral/provincial) ou du Plan Vautrin (provincial), pour ne nommer que les deux principaux, ne réussissent pas à offrir un cadre de vie acceptable aux aspirants-colons. Si certains s'en sont bien sortis en raison de leurs connaissances « terriennes<sup>59</sup> » – connaissances que l'on privilégiait –, un grand nombre de colons ont sombré dans une grande pauvreté. Les 400 lettres de demandes d'aide d'urgence qu'ils ont envoyées aux autorités ou à « leur » missionnaire-colonisateur qu'a analysées l'historien Jean-Philippe Bernard ne laissent aucun doute sur l'indigence qu'a pu entraîner cette période de colonisation<sup>60</sup>. Le gouvernement en arrive même à instaurer, en 1936, l'Œuvre de secours aux colons et, en 1939, l'Aide aux colons<sup>61</sup> pour en atténuer les effets affligeants et restreindre la tendance à la démobilisation.

Au début des années 1950, le poids de la dure réalité se fait sentir. « Le point de non-retour est atteint, écrit le sociologue David Dupont. À peu près tout le monde s'en est bien rendu compte. Les agriculteurs, le clergé, les coopératives, l'UCC, les agronomes, le ministère, tous sont d'accord pour reconnaître que le temps de la colonisation de l'arrière-pays est révolu<sup>62</sup> ». Cette situation que décrit et analyse le sociologue n'affecte pas que les zones de colonisation. Si pour le colon s'amorce « la fin d'un règne<sup>63</sup> », il en va de même pour l'habitant demeuré à l'écart de la modernisation ou incapable d'y accéder ; s'entame une dégradation de son patrimoine, irréversible, à moins que la jeune relève ne l'engage sur la voie de la professionnalisation. De fait, la modicité des revenus pour les fermes non adaptées aux conditions du marché exacerbe « un mouvement de fond », rappelle Dupont, si bien

---

59. Il s'agissait pour les recruteurs d'un critère d'éligibilité lors de la sélection des candidats. Il s'ajoutait aux bonnes mœurs, à l'honnêteté, à la sobriété et à la qualité de bon patriote.

60. Jean-Philippe Bernard, « "Emparons-nous du sol !", chômage, retour à la terre et colonialisme durant la Grande dépression au Québec », thèse Ph.D. histoire, Université du Québec à Montréal, mars 2022, 611 p. Cette imposante thèse ouvre de grands pans de recherche pour l'ethnologie et la sociologie. Sans tomber dans la victimisation du colon ou au contraire dans le choix éclairé et volontaire de son état, elle propose une analyse matérialiste et sociale d'une incontestable pertinence pour la compréhension de la période de colonisation.

61. *Ibid.*, p. 273.

62. David Dupont, *Une brève histoire de l'agriculture au Québec, de la conquête du sol à la mondialisation*, Montréal, Fides, 2009, p. 82-83.

63. Expression empruntée au sociologue Gérard Fortin.

qu'entre 1941 et 1951 la diminution du nombre de fermes actives s'accélère et, en 1971, que leur nombre dans le paysage québécois rétrécit d'autant plus.

Les différentes politiques agricoles qui se sont succédé pour identifier, encourager et stabiliser les fermes les plus profitables – dont la Commission royale d'enquête sur l'agriculture au Québec amorcée sous le gouvernement libéral de Jean Lesage en 1965<sup>64</sup> – auront sonné le glas des petites exploitations familiales traditionnelles où l'on pouvait encore percevoir le modèle opérationnel de l'habitant. Les chercheurs des sciences humaines, interpellés par la perte de coutumes et de traditions qui avaient façonné un mode de vie et de transmission du patrimoine pendant plusieurs générations, ont commencé à sillonner les campagnes pour recueillir dans la mémoire des « anciens » les souvenirs de ce qui avait été jadis ce vécu en milieu agricole<sup>65</sup>. Dans la population rurale comme dans la population urbaine, l'image de l'habitant, faute de pouvoir la relier à l'acteur lui-même, s'est perpétuée dans la connotation, encore fortement nourrie de dépréciation. À la fin du xx<sup>e</sup> siècle, cette image a irrigué la perception des jeunes de la relève agricole, sous forme d'un malaise qu'il importe d'aborder pour mieux en saisir le degré d'imprégnation, pour ne pas dire d'intériorisation.

### **Cachez cet habitant que je n'ose voir... ou le regard sur soi**

Dans une étude réalisée en 1991-1992, l'agroéconomiste spécialisée en économie rurale Diane Parent<sup>66</sup> s'est penchée sur la dynamique du changement en agriculture et les transformations qu'il induit sur le noyau familial et particulièrement sur la relève. Cette étude a le grand mérite de faire « parler » 48 témoins d'entreprises agricoles dont plusieurs membres de la relève. L'attachement à la terre, s'il est indubitablement perceptible dans les témoignages de ces jeunes, ne se confine toutefois pas à une séquence des travaux et des jours semblable à celle de leurs parents. À cet effet, la relève tient à évincer toute référence au statut de cultivateur, ce mot connotant une

---

64. Le rapport de la Commission vise à introduire une véritable agriculture concurrentielle et propose, à cet effet, l'identification de terres ayant le meilleur potentiel. Les coûts inhérents à l'amélioration des rendements, notamment pour le drainage et l'utilisation d'engrais chimiques – malgré un appui financier – ne peuvent donc être assumés que par un certain nombre d'exploitants capables de soutenir un tel changement. Du moins, est-ce là ce qui ressort de l'enquête effectuée auprès des 379 cultivateurs interrogés lors de la Commission.

65. Après avoir ratissé toutes les campagnes à la recherche de savoirs et savoir-faire, après avoir consigné et analysé à peu près tous les éléments de culture matérielle et spirituelle du milieu rural, il est déplorable que la dure réalité quotidienne des territoires de colonisation, les relations avec le clergé et ses représentants missionnaires, l'impact sur les modes de vie et la vision du monde n'aient pas suscité davantage l'intérêt de la discipline ethnologique.

66. Diane Parent, « De la ferme familiale à l'entreprise agricole : les agriculteurs et agricultrices parlent du changement », *Communication et organisation* 3, 1993, [journals.openedition.org/communicationorganisation/1626](https://journals.openedition.org/communicationorganisation/1626) (consulté le 16 décembre 2022).

époque révolue, comme l'a été antérieurement le mot habitant. « Cultivateur, j'aime pas ça pantoute. C'était dans le temps de mon père ça [...]. Pour moi, le terme c'est important », confie un jeune producteur, tandis qu'un autre ajoute : « ça fait poussiéreux pas mal [...], on est des gestionnaires d'entreprise aujourd'hui ».

Cette distance prise par rapport aux parents ne fait pas que marquer un fossé des générations, elle traduit une gêne, un malaise partant de soi et se ramenant à soi. De leur relation familiale il émerge, depuis les interstices du discours, qu'il s'agit moins d'accepter l'Autre, le père, dans sa différence, que de montrer sa propre différence au père : il représente, outre un mode de vie, une vision du monde agricole peu conforme à l'identité que revendiquent, en effet, ces jeunes de la relève. Et cette identité porte sur une mise à distance de sa propre histoire.

Pour les jeunes agriculteurs, l'image projetée et l'image souhaitée ne font qu'un dans la perception de leur identité comme de leur statut, tel que le souligne l'un d'eux, qui se dit producteur agricole : « Je ne me suis jamais fait dire que j'ai l'air d'un cultivateur ou d'un habitant », affirme-t-il. Quand un autre témoin déclare : « je me fais tout le temps dire que je n'ai pas l'air de ça », il nous faut décoder et comprendre toute la lourdeur de la connotation négative du mot habitant et, dans une moindre mesure, celui de cultivateur sur les épaules de la relève. On peut affirmer, sans erreur, qu'une partie du malaise et de la gêne ressentie par plusieurs provient davantage du long processus de dévalorisation dont l'habitant a été la cible que des changements de paradigme dans l'organisation du travail agricole. Veut-on un dernier exemple qui entretient le malaise au point de le rendre indélébile dans les mémoires, cela même au XXI<sup>e</sup> siècle ? En 2002, lors du congrès de l'imposante organisation qu'est l'UPA, le président rétorqua ainsi à un des membres insatisfaits de l'agriculture moderne telle que pratiquée<sup>67</sup> : « Les agriculteurs et les agricultrices sont fiers de leur identité et de ce qu'ils ont bâti, personne ne fera d'eux des habitants ou des paysans<sup>68</sup> ». Dans cette déclaration, c'est la pesanteur de la connotation négative qui s'exprime sans équivoque et la nécessité de cacher une potentielle résurgence de « l'habitant » chez ceux et celles qui pratiquent une agriculture différente, loin de la grande industrialisation.

L'héritage du patrimoine foncier, on le constate, vient avec une lourde charge : confirmer et affirmer sa propre identité, son altérité, en cachant cet habitant que l'on ose voir. Il est l'Autre, physiquement estompé du regard,

67. Il s'agissait, de toute évidence, de représentants de l'Union paysanne, une organisation fortement axée sur le respect des paysages ruraux et la démocratisation d'une agriculture de dimension humaine, moins industrialisée.

68. Laurent Pellerin, « Personne ne fera de nous des habitants ou des paysans », *Agricom, Journal agricole francophone de l'Ontario*, 17 janvier 2002. [Journalagricom.ca/2002/01/17](http://Journalagricom.ca/2002/01/17).

mais toujours là dans le discours populaire. Est relégué dans l'oubli le dur labeur reflété par sa représentation : son attachement à un mode opérationnel traditionnel pour les uns, le parcours vers la modernisation pour d'autres ou encore, pour certains, l'exode vers la ville ou l'exil, quand ce n'est l'acharnement à défricher les terres de colonisation. Bref, une histoire sans éclat.

\* \* \*

Ce parcours de la représentation de l'habitant, tel un continuum de dévalorisation, n'a eu de cesse d'attirer l'œil d'observateurs soucieux, au fond, de l'efficacité de la production agricole. Leur regard s'est donc porté sur ce qu'ils ont perçu comme des irritants : le modèle opérationnel de l'habitant marqué par une faible productivité, la gestion déficiente de son patrimoine, son attachement à un mode de vie traditionnel qualifié de routinier et de statique et, finalement, son peu d'intérêt, a-t-on souvent écrit, pour l'éducation. Toutefois, l'absence d'efficacité que ces observateurs lui attribuent n'a pas été mise en lien avec la pauvreté, mais plutôt identifiée comme une résultante de son *modus operandi*.

Or, l'idée que cette pauvreté puisse constituer un frein matériel et psychologique à l'accès à la modernité ne peut être évacuée, non plus que celle qui suggère d'en repérer une cause, voire la cause de sa résistance au changement, dans bien des cas. L'ensemble des raisons évoquées dans cette analyse ouvre ici de nouvelles pistes de réflexion, tant il est vrai que l'accent mis sur des facteurs d'efficacité opérationnels a relégué à l'arrière-plan le facteur humain, l'habitant. Car on doit en convenir, être habitant n'est pas qu'un métier de la terre. C'est une vision du monde, un mode de penser, d'agir et d'interagir avec son propre environnement, non strictement orientés vers une logique de marché. En ce sens, l'habitant est cet Autre, dans sa singularité et, faut-il l'admettre, dans son inconfortable altérité.

Aujourd'hui, même s'il n'est plus physiquement présent, cet « habitant » survit dans les méandres de la connotation négative. Les producteurs agricoles de la relève, comme on l'a souligné, en subissent les contrecoups et ont intériorisé son image dépréciée. Elle occupe l'espace imaginaire du monde rural.

Cela dit, le long cheminement de l'image et de la représentation de l'habitant ne se limite pas à sa dévalorisation ; il existe un tout autre revers de la médaille, d'autres regards portés sur lui, notamment par des observateurs mieux disposés à son égard. On peut d'ores et déjà émettre l'hypothèse que le discours valorisant l'habitant se soit particulièrement déployé lors d'événements mettant en péril la culture canadienne-française ou menaçant la

foi, la langue et les bonnes mœurs. Ce fut le cas, à titre d'exemple, dans le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle où un mouvement qualifié d'agriculteur idéaliste niait la modernité et érigeait en modèle l'habitant, héritier de valeurs traditionnelles, en somme de valeurs qui se perdent. Aujourd'hui, la redéfinition du concept de terroir, le développement d'une agriculture en interconnexion avec le paysage rural et l'écologie, de même que l'intérêt marqué pour le tourisme « chez l'habitant » laissent également entrevoir une possible valorisation pour ce « maître-mot ».

Cette facette de la représentation valorisante de l'habitant reste à faire et il est à espérer qu'elle puisse rééquilibrer, si l'on peut dire, son image.